

*Initiatives ministérielles*

da. Si l'on compte les voyageurs qui font une croisière dont la destination finale est Québec, on arrive à 7 500 cette année, comparativement à 4 300 l'an dernier. Quelle belle avenue pour un pays comme le nôtre que d'exploiter ce nouveau créneau que sont les croisières. Il nous serait possible par la même occasion de développer une marine marchande et fournir du travail à nos chantiers maritimes, comme celui de la MIL Davie à Lauzon, qui ont une renommée mondiale dans la construction des navires.

Les suggestions que je viens de porter à l'attention de cette Chambre sont faites dans un but constructif et parce que le discours du Budget les a ignorées.

Examinons maintenant les dédoublements. Ne serait-il pas temps que les offices, les organismes, les ministères soient passés au tamis et qu'une décision soit prise à l'effet de savoir s'il s'agit bien d'un service essentiel? Ne serait-il pas temps que les paliers de gouvernement se parlent et cessent de se dédoubler? Depuis longtemps notre parti sensibilise le gouvernement actuel sur les abris fiscaux. Or, celui-ci n'a pas eu le courage d'abolir les vrais abris fiscaux des riches, notamment les fiducies familiales. Il préfère reporter ses décisions après une étude en comité. Pourtant, il n'a pas demandé à un comité d'étudier le dossier des personnes de 65 ans et plus avant de diminuer leurs crédits d'impôt. Il les prend ses décisions lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux pauvres gens! Il les prend ses décisions lorsqu'il trouve le moyen de s'attaquer à l'assurance-chômage dans le projet de loi C-17.

Notre population a besoin d'être sécurisée. L'économie d'un pays se développe à partir des ressources qu'il possède. La ressource la plus importante du Canada est la ressource humaine. Bien que nous l'utilisions, je peux affirmer que nous n'obtenons pas son plein rendement, principalement parce qu'elle est insécure. Insécure devant l'éducation, insécure devant le chômage, insécure devant la santé, devant le logement social, devant la violence faite aux femmes, insécure devant l'incertitude de l'avenir, incertitude devant les lois, les programmes gouvernementaux et les dirigeants de ce pays. La population est inquiète de voir le Régime d'assurance-chômage diminuer année après année.

• (1700)

Qu'advient-il de ce programme dans dix ans? Sera-t-il disparu? La population est inquiète lorsqu'elle entend parler de ticket modérateur pour la santé. Pourra-t-elle se faire soigner lorsque ce sera nécessaire? La population est inquiète de voir les crédits alloués à l'éducation et à la santé diminuer de budget en budget. La population est inquiète pour l'avenir. Y aura-t-il encore du travail demain malgré les promesses de certains politiciens libéraux fédéraux et provinciaux?

Enfin, monsieur le Président, la population est inquiète devant l'indifférence des dirigeants de ce pays à régler les problèmes. J'en cite particulièrement deux. Une trentaine d'agriculteurs de mon comté ont subi d'importantes pertes financières dans la production de croustilles de pomme de terre. Une demande de compensation a été faite à l'ex-gouvernement. Réponse: non. Pourtant, certains agriculteurs des provinces Maritimes ayant eu

sensiblement les mêmes pertes ont été compensés. Demande a été faite au gouvernement en place par les agriculteurs et leurs députés. Résultat: accusé de réception après deux mois, mais pas de résultat concret.

Une deuxième catégorie de la population de mon comté, désabusée de nos dirigeants, est celle qui a été affectée par le scandale de la MIUF. Cette tragédie s'est produite sous le règne de l'ex-gouvernement libéral, dont d'éminents membres siègent encore à cette 35<sup>e</sup> législature. N'oublions pas que l'actuel ministre des Affaires étrangères fut l'un des principaux acteurs dans ce dossier.

Encore une fois, j'ai acheminé une demande au gouvernement actuel lui demandant de prendre ses responsabilités au lieu de les référer à l'appareil judiciaire. Résultat: accusé de réception et c'est tout.

Tout au long des débats de cette Chambre, nous devons avoir à l'esprit que toutes les parties du Canada et toutes les catégories de sa population doivent être traitées également. Est-il normal, au Canada, que 63 000 compagnies rentables ne paient pas d'impôt? Est-il normal au Canada que des millionnaires réussissent à ne payer que quelques centaines de dollars en impôt par année? Est-il normal au Canada que les grandes familles canadiennes puissent camoufler des milliards à l'abri de l'impôt par le biais des fiducies familiales?

Les travailleurs issus de la classe moyenne savent, eux, que leur premier sou de revenu est taxé et que le gouvernement vient en chercher la moitié.

En conclusion, si nous désirons équilibrer nos recettes et nos dépenses, si nous désirons payer notre déficit, si nous désirons que notre économie reprenne la place qu'elle occupait sur l'échiquier mondial, si nous désirons que nos richesses soient redistribuées équitablement, il faut redonner confiance à la population. Il faut répondre à ses attentes et à ses questions. Il faut redonner à la population la place qu'elle aurait dû toujours conserver, soit la ressource première de notre économie.

**M. Ronald J. Duhamel (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux):** Monsieur le Président, je voudrais poser deux questions. Lorsque nous avons pris le pouvoir il y avait, et je crois que tout le monde est d'accord, un déficit qui se chiffrait à environ 45 milliards de dollars, une dette accumulée d'environ 500 milliards de dollars. Mon collègue qui vient tout juste de faire sa présentation a indiqué un nombre de choses qu'il aurait fait, supposément, s'il avait été au pouvoir afin d'essayer de maîtriser ce déficit et cette dette.

Il a oublié de nous dire combien il aurait épargné par chacune des mesures. De plus, il a indiqué, si je ne l'ai pas mal compris et il me corrigera si c'est le cas, qu'il aurait dépensé davantage. Il a dit trois choses: voilà ce que j'aurais fait, mais sans nous dire combien il aurait épargné, voilà ce que je n'aurais pas fait, même s'il y a eu des coupures qui ont épargné de l'argent. Il n'a aucunement indiqué ce qui aurait remplacé cela. À part cela, il a dit: voilà ce que j'aurais dépensé en plus.